

7 mai 2026 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Conférence de presse conjointe du Président de la République et du Premier ministre arménien.

Emmanuel MACRON

Merci, Monsieur le premier ministre, cher Nikol,

Mesdames, Messieurs les ministres,

Messieurs les ambassadeurs,

Mesdames, Messieurs en vos grades et qualités, chers amis. Merci pour vos mots à l'instant, cher Nikol, et pour l'accueil chaleureux qui nous a été réservé depuis deux jours à ma délégation et moi-même pour cette visite d'État.

Vous savez, et nul besoin de le rappeler, l'amitié qui lie l'Arménie et la France qui a été forgée par une histoire commune et une fraternité inébranlable. C'est vrai que cette relation prend un tour nouveau à coup sûr à travers cette visite d'État qui vient ouvrir une nouvelle étape, mais qui s'appuie sur le travail des dernières années.

Depuis la dernière visite que nous avons effectuée à Erevan en 2018, l'Arménie a parcouru un chemin considérable. Elle a connu la guerre, elle a ensuite bâti la paix. Elle a connu le retour de la prospérité, je le rappelais tout à l'heure, avec un taux de croissance moyen annuel du produit intérieur brut qui s'est élevé à près de 6 % sur ces dernières années. Nous voyons à quel point les attentes sont nombreuses et les promesses multiples. Je le disais, l'Arménie a fait le choix de la paix qui est en même temps un choix de la prospérité. Elle a également consolidé sa démocratie malgré les épreuves. Enfin, l'Arménie se tourne résolument et courageusement vers l'Europe. Elle a toujours été membre de la famille européenne, mais les avancées sans précédent, les choix géopolitiques, ce courage de la paix ont, en quelque sorte, fait les deux derniers jours une forme d'évidence, mais qui était totalement impossible à envisager il y a 8 ans. Avoir une réunion de la communauté politique européenne accueillie à Erevan sous votre présidence, et avoir le sommet Union européenne-Arménie que vous avez tenu ce matin.

Ce qui est en jeu aujourd'hui est de construire une relation encore plus forte, précisément entre nos deux pays et entre l'Arménie et l'Union européenne, en développant tout son potentiel. Nous y croyons, et l'étape qui a été préparée aujourd'hui permet de le parachever avant d'aller plus loin. L'augmentation des investissements à travers le plan de résilience et de croissance, à travers la stratégie de l'Union européenne dite *Global Gateway*, le développement de la connectivité, le renforcement de la coopération en matière de sécurité avec le déploiement de Frontex, qui était tant attendu, et la perspective de libéralisation des visas avec l'Union européenne, qui, par les transformations profondes qu'elle induit, concourt à la consolidation de l'État de droit et viendra rapprocher un peu plus encore nos peuples. Ce sont des étapes essentielles et importantes sur ce chemin que ces derniers jours ont permis de consolider.

La relation bilatérale durant ces huit dernières années, elle aussi, s'est renforcée ô combien. Et la diversité des accords que nous venons de signer le montre. Elle s'est consolidée à travers la solidarité en acte, solidarité qui s'est manifestée, tout le monde s'en souvient et nous le consacrerons tout à l'heure, en 1988 lors du tremblement de terre, mais qui, en 2020, s'est manifestée par l'assistance aux populations ayant fui le Haut-Karabakh, avec une assistance humanitaire de 32 millions d'euros. Je veux ici remercier la société civile, la communauté qui s'est ô combien mobilisée aux côtés du Quai d'Orsay et de l'ensemble des services compétents.

C'est aussi le socle économique que nous avons densifié, qui ne cesse de s'étendre. Vous l'avez évoqué, l'accord signé pour moderniser les axes de connectivité en Arménie entre les autorités, avec Vinci Construction et Razel-Bec, qui est un accord qui lance aussi une phase d'étude pour le projet de construction du tunnel de Bargushat sur l'axe nord-sud, qui était très attendu pour justement la réouverture et cette connectivité que vous avez présentée tout à l'heure. Nous sommes aussi fiers de participer à de nombreux projets dans le domaine de l'eau, secteur ô combien important pour votre pays, et de la distribution des eaux avec Veolia, la construction de réservoirs avec le barrage de Vedi, le plus grand barrage bâti en Arménie depuis l'indépendance, en passant par la réhabilitation, la modernisation des systèmes d'irrigation. La France est présente dans beaucoup de grands projets, beaucoup de régions, et je veux saluer ici la contribution et le soutien de l'Agence française de développement. Celle-ci est aussi un partenaire essentiel en matière de développement durable, juste et inclusif. Et nous sommes heureux qu'elle ait pu aussi consolider à travers plusieurs projets ce rôle.

Ces dernières années ont aussi marqué une étape nouvelle, puisque pour la première fois, enfin, devrais-je dire, nous avons bâti un partenariat en matière de défense, que ce partenariat stratégique signé aujourd'hui vient consolider. Celui-ci est monté en puissance au cours des dernières années pour aider l'Arménie à moderniser ses forces armées, à conforter sa souveraineté. Cette relation de défense est un pilier maintenant de notre relation bilatérale. L'Agence de l'innovation de défense et le ministère arménien des hautes technologies viennent de signer un accord qui ouvrira de nouvelles pistes de coopération, en plus de ce que nous avons commencé à faire en matière de formation et de capacitaires.

Notre partenariat repose aussi sur les liens innombrables tissés dans les secteurs de l'éducation, des sciences, de la culture, du patrimoine, de la jeunesse. En matière patrimoniale, je me réjouis en particulier des deux accords signés aujourd'hui liant la Bibliothèque nationale de France avec, d'une part, le Musée d'art et de littérature d'Erevan et, d'autre part, le Matenadaran où nous étions ensemble ce matin. Je me dois aussi de mentionner l'université française en Arménie, réalisation emblématique et établissement d'excellence qui compte cette année 2 300 étudiants inscrits de la licence au doctorat et plus de 3 600 *alumni* déjà diplômés, qui vient pérenniser notre relation.

Ce partenariat stratégique que nous venons de conclure vient aussi fédérer l'action des collectivités territoriales, et des organisations de la société civile, qui ont une place tout à fait singulière et qui font, d'ailleurs, la force de cette relation bilatérale. Les cinquièmes assises de la coopération décentralisée se sont tenues à Goris, mais il y a une multitude à travers le fond, à travers les actions de nos communes, nos départements, nos régions, le soin mis par nos parlementaires, les associations compétentes. Nous avons un lien inédit et je veux ici vous dire que l'Arménie se trouve au quatrième rang des pays bénéficiaires du soutien des collectivités territoriales françaises, ce qui, rapporté au nombre d'habitants, fait de vous, de très loin, le premier pays bénéficiaire par tête.

Voilà, Mesdames et Messieurs, ce que je voulais dire en complément de ce que le Premier ministre avait parfaitement décrit. Je vais vous dire qu'au-delà de cette relation bilatérale, de cet ancrage européen, notre partenariat stratégique est aussi, un soutien à vos efforts de paix durable dans le Caucase du Sud et aux dynamiques en cours dans la région. L'Arménie a fait le choix courageux de la paix avec l'Azerbaïdjan. Et nous sommes déterminés à vous accompagner. Je veux saluer ici aussi les développements positifs qui sont intervenus dans les relations entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan, avec des échanges commerciaux, des livraisons de produits énergétiques, des initiatives de la société civile qui viennent consolider cette paix et nourrir l'agenda que nous venons d'évoquer à l'instant à la conférence à laquelle nous étions,

Monsieur le ministre, à votre invitation pour le Erevan Dialogue. En tout cas, Monsieur le Premier ministre, je tiens ici à vous redire notre gratitude, notre soutien et notre confiance dans le chemin que l'Arménie a pris et prend, et notre volonté, au-delà du texte signé aujourd'hui, d'aller encore plus loin et d'être le partenaire de référence de votre pays et de la région pour les années et les décennies qui viennent. Je vous remercie.

Journaliste

Bonjour Monsieur le Président, bonjour Monsieur le premier ministre. Avant de passer aux enjeux bilatéraux, une question sur la géopolitique et sur ce qui s'est passé chaque nuit dans le détroit d'Ormuz et notamment les frappes de drones. Monsieur le Président, vous parlez régulièrement au président iranien. Quel est votre message aujourd'hui pour Téhéran ? Et puis du point de vue des Français, faut-il craindre une crise économique avec cette situation qui s'enlise ? Je rajoute une petite question, puisque Madame Von der Leyen, il y a quelques minutes ici, disait que pour répondre aux menaces de droit de douane du président Trump, tous les outils étaient sur la table. Pensez-vous, de votre point de vue, que l'utilisation de l'instrument anti-coercition pourrait être utilisée en réponse aux menaces de Trump sur les voitures européennes ? Merci.

Emmanuel MACRON

Sur votre deuxième question, la présidente de la Commission a eu raison de rappeler ce qu'est l'état des lieux. Nous, nous sommes pour que le commerce soit libre et juste et que les règles de l'Organisation mondiale du commerce soient respectées. Depuis le début, nous nous sommes adaptés. Il y a des accords qui ont été signés et doivent être respectés. S'ils étaient remis en cause, ils rouvriraient tout. Si tel ou tel pays était menacé par des droits de douane, l'Union européenne s'est dotée d'instruments qui devront alors être activés parce que cela correspond à leur vocation. Donc, oui, tout est sur la table.

Je pense surtout que dans la période géopolitique que nous vivons, des alliés comme les États-Unis d'Amérique et l'Union européenne ont bien mieux à faire que d'agiter des menaces de déstabilisation. Nous avons, pour nos entreprises, nos ménages, nos populations, à plutôt envoyer un message de stabilité et de confiance, voilà. Donc, oui, tout est sur la table, mais en espérant que la raison y revienne au plus tôt, et la raison, c'est plutôt d'avoir un cheminement harmonieux entre nos espaces géographiques.

Pour ce qui est de votre première question, il se trouve que je parlerai tout à l'heure au président iranien, à sa demande, donc je ne vais pas vous dire ce que je vais lui dire parce que je vais réserver cet échange, mais la France a une position constante depuis le début. Nous appelons à la cessation de toute hostilité, au retour des négociations diplomatiques, et au respect de tous les pays de la région, à cet égard, j'ai condamné hier soir les attaques qui ont touché les Émirats arabes unis, et au retour de la liberté de navigation. Donc, pour moi, la seule option possible, c'est la réouverture du détroit d'Ormuz, la libre circulation de l'ensemble des porte-conteneurs, *tankers*, etc, et l'absence de tout péage ou de toute mesure de contrainte. À cet égard, je pense que toute escalade, frappe unilatérale à l'égard de *tankers*, de porte-conteneurs ou à l'égard de pays tiers, est une faute qui nourrit la guerre et conduit à l'escalade. Ce sont en substance les messages que je passerai et la position que la France continue de défendre.

Journaliste

Bonjour Monsieur le Président, bonjour Monsieur le premier ministre. Monsieur le Président, seriez-vous prêt à voir l'Arménie intégrer l'Union européenne à terme ? Et par ailleurs, vous avez beaucoup insisté sur les risques d'ingérence russe dans les élections arméniennes. Il y avait une session dédiée à ce sujet à la CPE hier. Donnez votre soutien au premier ministre, ici à Erevan, à un mois des élections, comme vous l'avez fait hier soir dans vos discours, n'est-ce pas une forme d'ingérence étrangère de votre part ? Je vous remercie.

[Intervention du Premier ministre arménien]

Emmanuel MACRON

Pour ce qui me concerne, il faut distinguer ce qui sont des ingérences qui manipulent l'information qui viennent bousculer la vie démocratique d'un pays et qui se font à visage couvert, avec des prises de positions politiques totalement assumées. Vous en conviendrez avec moi. Donc, j'assume totalement un soutien à un partenaire de confiance depuis huit ans, en tant que Président de la République française, comme je l'ai fait, par exemple, avec la présidente Maia Sandu, lorsque la question s'est posée et qu'elle avait face à elle quelqu'un qui avait un choix non européen. En l'espèce, c'est la même chose qui est posée ici.

Donc, j'assume totalement, oui, de défendre l'Europe, de défendre aussi les intérêts de l'Europe et de la France en venant ici. Mais ça n'est pas la même chose que des interférences qui se font par la manipulation de l'information, la propriété de médias, la divulgation de fausses informations, la déstabilisation des règles de l'État de droit. C'est ça que nous combattons. Nous les combattons d'ailleurs chez nous parce que parfois nous les subissons aussi.

Les rapports ont été d'ailleurs assez bien documentés. Plusieurs dirigeants sont allés soutenir en Moldavie ou en Roumanie des candidats ici ou là, pas à proprement parler des ingérences. Ça se fait à visage découvert. À l'inverse, il y a eu des manipulations de ces campagnes par des agents extérieurs, il faut bien le dire, dans les deux cas à la solde de Moscou, qui ont été documentés et qui, eux, falsifient la démocratie. Je donne mes arguments, je participe à la démocratie pour autant que je peux en tant qu'extérieur ou en parlant comme le Président de la France. Je ne la falsifie pas en venant ici. Voilà le distinguo, il est important de le faire.

Journaliste

[Question non traduite].

Emmanuel MACRON

Oui. Je pense que c'est un bon choix. J'ai essayé de l'expliquer tout à l'heure. Je vais vous dire pourquoi parce que quand on a proposé, au printemps 2022, la Communauté politique européenne, qui s'est réunie pour la première fois à l'automne 2022, et qui a permis, d'ailleurs, cette réunion de Prague, qui était ô combien importante, entre le Premier ministre Pachinian, le président Aliyev, le président Charles Michel et moi-même. J'avais la conviction que l'Europe devait exister dans un cadre géographique et historique, et pas simplement institutionnel.

Évidemment, l'Union européenne joue un rôle très important quand on parle d'Europe, par son degré d'intégration, sa complexité, sa puissance aussi économique, l'intégration de ses marchés qu'elle a su créer. Mais elle n'épuise pas la question européenne. L'Europe, c'est une géographie, c'est une histoire, c'est une histoire de civilisation, d'ailleurs ce qu'on a vu ce matin ensemble le montre, et on en parlait avec ceux qui m'accompagnaient au musée ce matin en voyant tous ces manuscrits, c'est comme une évidence lorsqu'on se plonge dans l'histoire arménienne, on ne peut que constater que cette histoire est européenne. Par la place de la chrétienté, la place des textes, les dialogues entre les imaginaires. Donc, la communauté politique européenne, c'est la reconnaissance de cette Europe large, de ce grand continent, et du fait que, de l'Islande à l'Azerbaïdjan et l'Arménie, nous avons quelque chose à nous, et nous avons à bâtir des solutions communes.

Ma conviction profonde, c'est que, quand on parle de défense et de sécurité, de lutte contre les trafics, d'immigration, d'énergie, pour ne citer que ces exemples, et ils n'épuisent pas tout, et de protection des espaces démocratiques, alors la communauté politique est l'espace qui a du sens parce que nos régions ont été bousculées par ces luttes d'empires. Le Sud-Caucase l'a été ces dernières décennies, ô combien ces derniers siècles. Mais ces dernières décennies, cela a continué. Par la construction européenne, l'Europe de l'Ouest s'en est progressivement immunisée. Par l'élargissement, ou plutôt la réunification d'après 1990, elle a permis à d'autres pays d'Europe du centre de rejoindre cette aventure. Je pense qu'il y a ce temps d'émancipation, maintenant, commune et collective.

Alors, est-ce que ça doit passer par une intégration à l'Union européenne et un élargissement de l'Union européenne ? Je ne sais pas. Je ne suis pas sûr. Ça dépendra du choix des pays. C'est très exigeant comme processus, parce qu'il y a tout ce qu'on appelle l'acquis communautaire qui est à intégrer. Je suis convaincu qu'on ne doit pas attendre cela et qu'il faut dès maintenant, compte tenu de l'état du monde, agir ensemble. C'est exactement ce qu'on a fait, tout particulièrement ces quatre dernières années. Nous avons bâti la grande Europe en termes réels. Le chemin qui a été fait par l'Arménie, c'est un chemin qui permet la grandeur. Qu'est-ce qu'une Europe qui accepterait que le Sud-Caucase soit en quelque sorte disputée par les empires, menaçant notre sécurité, menaçant nos routes énergétiques, nous bousculant. Ce n'est pas une Europe qui est, qui vit en sérénité.

De la même manière, quel est l'avenir de l'Arménie ? Si ce n'était, et c'est le deuxième temps de ma réponse, un avenir européen, c'est le seul qui lui garantit les équilibres de la paix. Parce que l'Europe n'est pas un projet hégémonique. C'est un projet partagé par des États qui tous pèsent la même chose. Hier, nous étions 47 autour de la table. Chacun avait le même temps de parole. C'est très important. L'Union européenne, d'ailleurs, a cet ADN. Donc, cette Europe large, c'est une Europe respectueuse, où il n'y a pas la domination d'une puissance sur les autres. Ça n'est pas un projet de vassalité, qui est un peu le projet alternatif dans la région, si je me permets le terme pudique. L'Europe, ce n'est pas un projet qui convoque les gens en leur disant ce qu'ils doivent faire. C'est un projet de partenariat équilibré. À cet égard, je pense qu'il est favorable, fécond pour l'Arménie, compte tenu du choix de la paix, de la stabilité, de la démocratie et de la prospérité qu'elle a fait. Voilà. Merci.